



# REVUE SYNTHÉTIQUE DES RÉSULTATS 2018

## ÉGYPTE



GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE  
DE DEVELOPPEMENT

© 2018 Groupe de la Banque africaine de développement  
Tous droits réservés. Publié en novembre 2018

Groupe de la Banque africaine de développement  
Revue synthétique des résultats pays 2018 – Égypte

Les opinions exprimées dans cet ouvrage sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les opinions et politiques de la Banque africaine de développement (BAD), ni celles de son Conseil des gouverneurs ou de son Conseil d'administration et des pays qui y sont représentés.

La BAD et son Conseil d'administration ne garantissent pas l'exactitude des données contenues dans cette publication et déclinent toute responsabilité quant aux conséquences de leur utilisation.

En désignant un territoire ou une zone géographique ou en y faisant référence, ou en utilisant le terme « pays » dans le présent document, la BAD n'a pas l'intention d'émettre un jugement sur le statut juridique ou tout autre statut du territoire ou de la zone en question.

La BAD encourage l'impression ou la reproduction des informations uniquement à des fins personnelles et non commerciales, à condition qu'elle soit reconnue comme en étant la source. Il est interdit aux usagers de revendre, redistribuer ou créer des produits dérivés à des fins commerciales sans l'approbation expresse et écrite de la BAD.

Note : Dans le présent rapport, le terme « dollar » ou le symbole \$ renvoie au dollar des États-Unis (USD).  
Photo de couverture : © AfDB, Nour El Refai

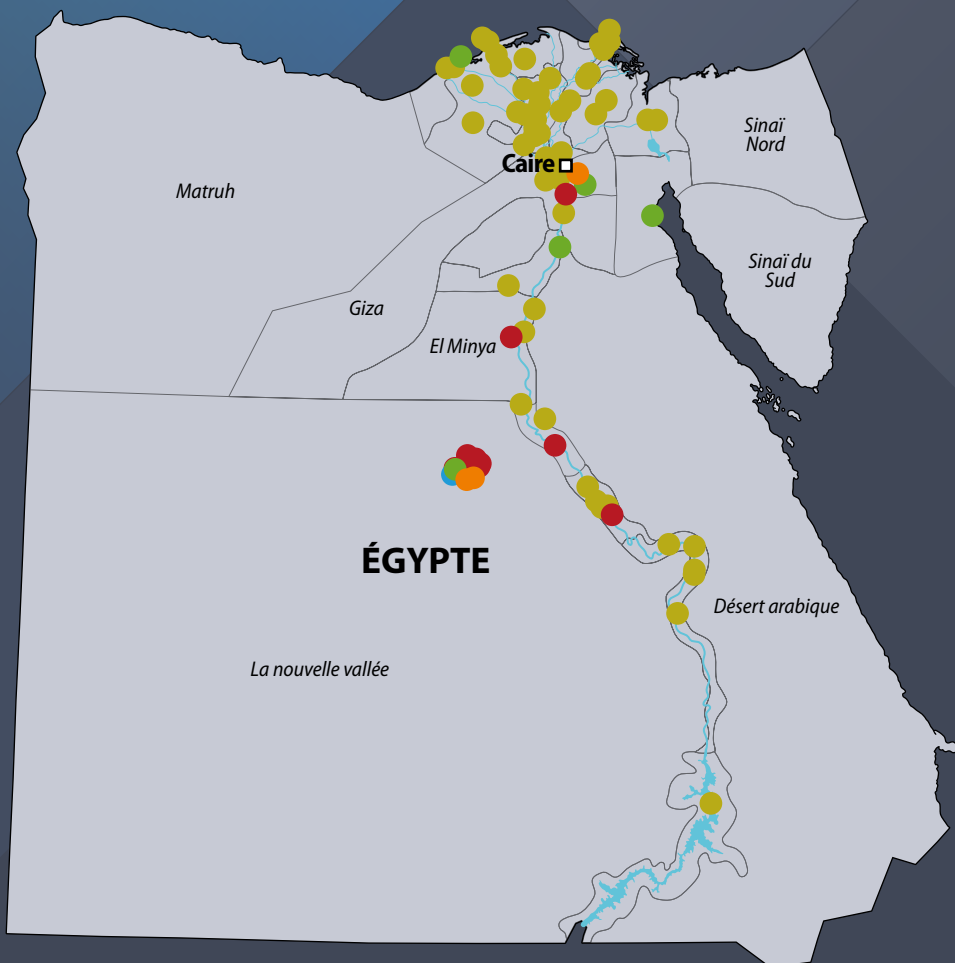
Groupe de la Banque africaine de développement  
Avenue Jean-Paul II 01 BP 1387  
Abidjan 01, Côte d'Ivoire  
[www.afdb.org](http://www.afdb.org)

# Table des matières

<b>PARTENARIATS POUR UNE ÉGYPTE COMPÉTITIVE, INCLUSIVE ET DURABLE</b>	<b>1</b>
<b>ÉCLAIRER L'ÉGYPTE ET L'ALIMENTER EN ÉLECTRICITÉ</b>	<b>6</b>
Devenir un pôle énergétique régional	6
Fournir de l'électricité à l'économie Égyptienne	6
<b>NOURRIR L'ÉGYPTE</b>	<b>10</b>
Faire de l'agriculture un important moteur de croissance inclusive et durable	10
Participation de la Banque à l'accroissement de la productivité agricole	11
<b>INDUSTRIALISER L'ÉGYPTE</b>	<b>15</b>
Attirer les fabricants et les industries en Égypte	15
L'appui de la Banque pour stimuler l'investissement privé	17
<b>INTÉGRER L'ÉGYPTE</b>	<b>20</b>
Connecter l'Égypte aux marchés régionaux	20
Le rôle catalyseur de la Banque dans l'intégration en Égypte	21
<b>AMÉLIORER LA QUALITÉ DE VIE DES POPULATIONS D'ÉGYPTE</b>	<b>24</b>
Fournir des emplois et des services de base	24
L'impact de la Banque sur la vie des Égyptiens	25
<b>L'EFFICACITÉ DE LA BANQUE DANS LA GESTION DE SES OPÉRATIONS EN ÉGYPTE</b>	<b>28</b>
Performance du portefeuille et rapidité d'exécution	28
Travailler avec les partenaires pour catalyser le financement du développement	29
Gestion des connaissances	30
Se rapprocher de l'Égypte	30

# NOS OPERATIONS EN ÉGYPTE, 2007-2017

Cette carte indique les emplacements géographiques des opérations de la Banque réalisées en Égypte entre 2007 et 2017 dans chacun des High 5.



## Les High 5

- Éclairer l'Égypte et lui fournir de l'électricité
- Nourrir l'Égypte
- Industrialiser l'Égypte
- Intégrer l'Égypte
- Améliorer la qualité de vie des populations d'Égypte

 **MapAfrica**  
●●● Suivi des High 5s

La Banque s'est engagée à améliorer la transparence de ses opérations. MapAfrica, son outil de géocodage, a été amélioré en mettant l'accent sur cinq domaines essentiels de la Stratégie décennale : Éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie, Nourrir l'Afrique, Industrialiser l'Afrique, Intégrer l'Afrique et Améliorer la qualité de vie des Africains. Explorez nos 9 000 sites de projets à travers les High 5 en visitant [mapafrica.afdb.org](http://mapafrica.afdb.org).

# PARTENARIATS POUR UNE ÉGYPTÉ COMPÉTITIVE, INCLUSIVE ET DURABLE

**A**u cours de la décennie passée, l'Égypte a connu un taux de croissance annuel moyen de 4 %, a surmonté des difficultés fiscales contraignantes et est redevenue le premier pays bénéficiaire de l'investissement direct étranger en Afrique après la révolution de 2011. Le pays est fort d'une économie très diversifiée, dans laquelle l'agriculture représente 12 % du PIB, les services environ la moitié du PIB et l'industrie 34 %. Pays à revenu intermédiaire, l'Égypte entend investir davantage dans le capital humain à court et moyen termes maintenant que les récentes réformes de politiques commencent à porter leurs fruits.

En même temps, l'Égypte fait face à un certain nombre de défis en matière de développement, notamment la fourniture de services de base de qualité, particulièrement dans les gouvernorats éloignés ayant des taux de pauvreté élevés, comme la Haute Égypte et le Sinaï et la création d'emplois en quantité suffisante pour sa jeunesse. Environ 1 million de jeunes vont entrer chaque année sur le marché du travail. Si elle est dotée des compétences recherchées, cette

importante population en âge de travailler sera un atout unique pour le pays et pourrait soutenir une croissance plus forte de la productivité. C'est pourquoi le gouvernement modernise actuellement le système d'enseignement public afin d'être à même de répondre à la demande de compétences du marché du travail.

En favorisant la croissance du secteur privé et en investissant dans l'éducation, l'Égypte

Domaines stratégiques transversaux (niveau 1)	Égypte			Pays africains à revenu intermédiaire	
	Référence 2008	Étape 2011	Derniers chiffres 2017	Référence 2008	Derniers chiffres 2017
<b>Croissance</b>					
● Croissance (%) du produit intérieur brut (PIB) réel	7,2	1,8	4,2	5,2	2,7
● PIB par habitant (\$ constants 2010)	2457	2594	2724	2865	3067
<b>Gouvernance</b>					
● Recettes fiscales et non fiscales (pourcentage du PIB)	15,3	14	12,5	18,3	15,5

Les points indiquent : ● Forte progression ● Progression limitée par rapport à la situation de référence ● Régression par rapport à l'état de référence.

\$ = dollars des États-Unis

Source : Banque mondiale, OCDE

se prépare à concrétiser sa Vision 2030 axée sur une croissance forte, inclusive et durable, dans le cadre d'une économie compétitive. Pour jeter les bases de cette transformation, le gouvernement s'est engagé dans d'importantes réformes économiques en adoptant un cadre et une stratégie macroéconomiques pour les exercices 2014-2015 à 2018-2019, conformément au programme de réforme économique convenu avec le Fonds monétaire international, dans le but de réduire sa forte dette publique avec des mesures d'assainissement budgétaire et en améliorant le climat des affaires. Cela implique la facilitation des procédures de création d'entreprises et d'obtention de licences en vertu de la nouvelle loi sur l'investissement. L'amélioration de la stabilité macroéconomique contribue, parallèlement à la croissance des réserves de change, à donner une impulsion favorable au climat des affaires et à attirer les investissements directs étrangers.

La Banque est bien placée pour soutenir ces efforts et tirer parti des atouts de l'Égypte. 'Comme le montre le présent rapport, la Banque a déjà obtenu des résultats significatifs en matière de partenariats avec le gouvernement égyptien, en particulier dans ses cinq domaines prioritaires,

les High 5: Éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie, Nourrir l'Afrique, Industrialiser l'Afrique, Intégrer l'Afrique et Améliorer la qualité de vie des populations africaines (voir Figure 1 pour un aperçu des résultats en Égypte). La Figure 2 montre la part des investissements de la Banque dans ces domaines, ainsi que dans nos principaux instruments, avec à l'extrémité droite une ligne par projet. Ce rapport examine les progrès réalisés dans ces domaines prioritaires en Égypte à partir d'une série d'indicateurs tirés du Cadre de mesure des résultats de la Banque pour la décennie 2016-2025. Il évalue également l'efficacité et l'efficience de la Banque dans la gestion de ses opérations en Égypte.

La Banque est un partenaire de confiance pour l'Égypte. Son portefeuille actuel comprend 31 opérations d'une valeur de 2,98 milliards de dollars. Avec plus de 100 opérations financées par la Banque dans le pays depuis 1974, l'Égypte est l'un des principaux emprunteurs de la Banque et son troisième actionnaire. Les opérations en cours financées par la Banque visent particulièrement le secteur de l'énergie et le développement rural en facilitant l'accès des populations au financement pour répondre directement aux besoins du pays. Les investissements de la Banque ont eu un impact

**FIGURE 1 CINQ RÉSULTATS CLÉS SOUTENUS PAR LA BANQUE EN ÉGYPTÉ PENDANT LA PÉRIODE 2008-2017**

**Éclairer l'Égypte et lui fournir de l'électricité**



**15 millions d'Égyptiens** ont été connectés à des services d'électricité nouveaux ou améliorés, grâce notamment à la construction d'une nouvelle centrale électrique d'une capacité de **3350 MW**

**Nourrir l'Égypte**



**44 000 hectares** de terres ont été dotés d'une gestion améliorée de l'eau et d'une capacité accrue d'irrigation et de drainage autour du Nil et du delta

**Industrialiser l'Égypte**



**105 600 micro, petites et moyennes entreprises (MPME)** ont bénéficié de microcrédits et de services financiers, notamment dans les gouvernorats de Haute Égypte et du Sinaï

**Intégrer l'Égypte**



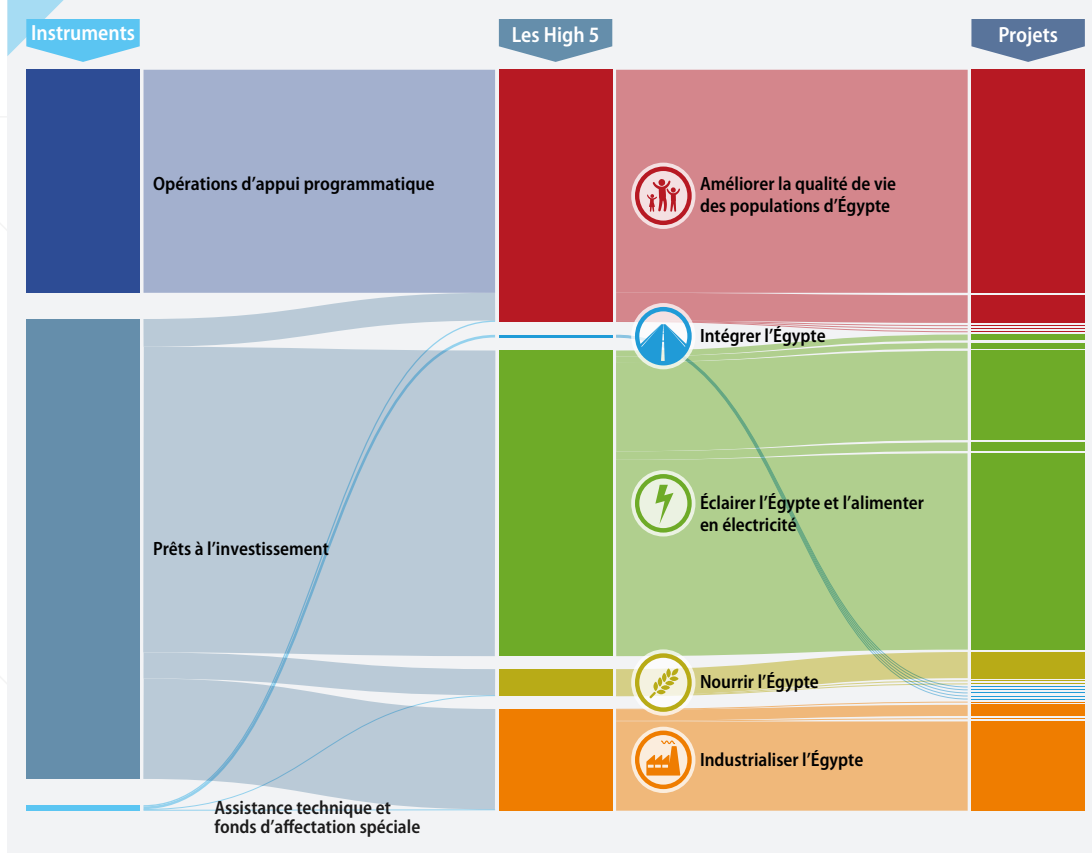
**100 attachés commerciaux** ont été formés à l'Agence égyptienne des partenariats pour le développement afin d'attirer les investisseurs et d'accroître le commerce intra-africain

**Améliorer la qualité de vie des populations d'Égypte**



La capacité de traitement des eaux usées a été portée à **2,5 million m³** pour la station de Gabel Al Asfer et à **1,6 million m³** pour la station d'Abou Rawash

**FIGURE 2 NOTRE PORTEFEUILLE CIBLE LES HIGH 5**



considérable en matière de développement ces dernières années et en auront encore plus dans le cadre de notre Document de stratégie pays pour la période 2015-2019, qui vise à développer les infrastructures et à fournir un accès aux services de base tout en renforçant la gouvernance.

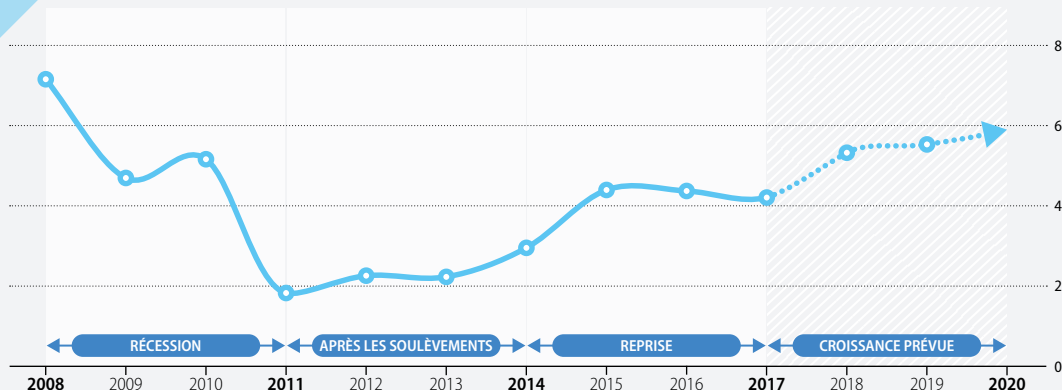
Après la période de stagnation économique qui a suivi les soulèvements de 2011, ● **l'économie** devrait croître de 4,2% au cours de l'exercice 2017-2018, comme l'année précédente, et continuer à progresser les années suivantes. Cette croissance devrait être soutenue par une augmentation de la production de gaz naturel, par des investissements directs étrangers, par la reprise du tourisme et une compétitivité accrue,

ainsi que par les effets positifs des réformes sur l'environnement des investissements suite à la mise en œuvre de politiques macroéconomiques équilibrées. Alors que le ● **PIB par habitant** n'a que légèrement augmenté au cours des dix dernières années pour atteindre 2 724 dollars (dollars constants de 2010), en partie à cause de la crise financière mondiale et des turbulences qui ont suivi les soulèvements (voir Figure 3), le pays s'emploie à traduire cette croissance en une réduction plus rapide de la pauvreté, notamment en Haute Égypte, et à améliorer les moyens de subsistance de la majorité de la population.

Depuis 2015, l'Égypte a lancé des réformes visant à améliorer l'environnement des affaires et à



**FIGURE 3 LES DERNIÈRES ANNÉES DE FORTE CROISSANCE OUVRENT LA VOIE À LA REPRISE**



renforcer la durabilité de l'offre énergétique afin de rétablir la stabilité fiscale et de promouvoir une croissance économique inclusive et autonome. Des progrès importants ont été réalisés dans tous les domaines, et ont entraîné une réduction des dépenses et une augmentation des recettes, notamment grâce à l'introduction d'une taxe sur la valeur ajoutée en 2016. Le gouvernement entend poursuivre ses efforts d'assainissement des dépenses publiques. Afin d'encourager les investissements, le gouvernement laissera l'impôt sur les sociétés inchangé — à 22,5% — et s'appuiera sur la taxe sur la valeur ajoutée pour augmenter ses recettes. Cette approche, qui devrait réduire le déficit public, encouragera les entreprises à investir et devrait permettre

l'abaissement des taux d'intérêt locaux, limitant ainsi le coût des emprunts des entreprises auprès des banques nationales. Globalement, maintenir la devise à sa juste valeur, adhérer aux plans financiers actuels, améliorer le climat des affaires et se focaliser sur les besoins à long terme des secteurs de l'éducation et de l'investissement sont des mesures considérées comme essentielles à l'augmentation du taux de croissance du PIB de l'Égypte.

En tant que partenaire solide de l'Égypte, la Banque continuera de gérer au mieux les finances des Égyptiens et de renforcer la capacité du pays à attirer les investissements du secteur privé et à soutenir la création d'emplois. ■



# 1





# ÉCLAIRER L'ÉGYPTE ET L'ALIMENTER EN ÉLECTRICITÉ

## Devenir un pôle énergétique régional

L'Égypte possède d'abondantes ressources naturelles, notamment des gisements de pétrole et de gaz dans le golfe de Suez, la Méditerranée et le désert occidental, gisements qui ont été le moteur de son industrialisation et qui ont sorti de nombreux habitants de la pauvreté. Le pays offre un ● **accès universel** à l'électricité sur l'ensemble de son territoire. Il atteint aujourd'hui 45 GW de ● **capacité électrique installée**, soit un cinquième de celle du continent entier. Cette capacité permet à l'Égypte de faire face à la hausse annuelle moyenne de 5 % de la demande d'électricité dans le pays, qui résulte de l'augmentation du PIB et des besoins de l'industrie, de l'augmentation de la population croissante et de l'expansion des villes.

La capacité de production d'électricité installée du pays est composée à 92 % d'énergie thermique, le reste étant principalement fourni par des centrales hydroélectriques et éoliennes. L'Égypte dispose d'un grand potentiel énergétique à partir de sources renouvelables, en particulier solaires car elle bénéficie d'un ensoleillement quotidien de 9 à 11 heures en moyenne et d'un faible taux d'humidité. Le gouvernement a lancé un programme de tarifs subventionnés en 2014 visant à produire 2300 MW d'énergie solaire photovoltaïque et 2 000 MW d'énergie éolienne, ce qui stimule le secteur des énergies renouvelables et complète les sources d'énergie existantes.

Pilier important de la croissance économique du pays, le secteur de l'énergie doit cependant surmonter certaines difficultés. L'augmentation de la demande, le vieillissement des infrastructures, la réduction des investissements dans les infrastructures de transport et de

distribution, ainsi que le niveau élevé des subventions dans le secteur de l'énergie ont contribué à créer des pénuries d'énergie ces dernières années. Pour faire face à la pression accrue sur la capacité de production d'électricité, le pays a récemment investi massivement dans son infrastructure électrique et a entrepris des réformes vastes et complètes, notamment en diversifiant son bouquet énergétique afin de proposer une énergie plus propre. Outre les réformes des subventions et des tarifs, l'Égypte a amélioré la gouvernance et la transparence du secteur, ouvert la porte à davantage d'investissements privés et continué à accroître sa capacité énergétique.

Des investissements remarquables ont été réalisés dans le secteur de l'énergie ces dernières années. Le secteur, qui avait enregistré un déficit de plus de 5 000 MW en 2014, génère aujourd'hui un excédent d'environ 10 000 MW. Les nouveaux approvisionnements de gaz en provenance des gisements méditerranéens de Zohr devraient permettre à l'Égypte de mettre fin aux importations d'ici la fin 2018 et d'envisager des exportations vers les pays voisins. Avec les récentes découvertes offshore dans la région, l'Égypte deviendra probablement une plaque tournante régionale d'exportations de gaz grâce à ses usines de GNL (gaz naturel liquéfié). Le pays investit également dans des lignes transfrontalières de transport d'énergie avec ses voisins du Moyen-Orient et avec le Soudan.

## Fournir de l'électricité à l'économie Égyptienne

La Banque investit dans le secteur de l'énergie en Égypte depuis 1974 et a financé

Progrès réalisés en Égypte	Égypte		Pays africains à revenu intermédiaire	
	Référence 2008	Derniers chiffres 2017	Référence 2008	Derniers chiffres 2017
● Population ayant accès à l'électricité (% de la population)	99,6	99,9	61,6	72,5
● Population ayant accès à des solutions domestiques propres (% de la population)	100	100	54,4	52,7
● Capacité totale d'électricité installée (GW)	23,5	45	113,4	156,9
● Capacité d'énergie renouvelable installée (GW)	3,2	3,7	15,8	23,7
● Pertes d'électricité dues au transport, à la distribution et à la collecte (% de la production d'énergie)	9,95	11,15	15,9	17,1
Résultats des opérations pour la décennie 2008-2017	Contribution de la banque*		Résultats totaux	
	Prévue	Obtenue	Prévus	Obtenus
● Nouvelle capacité d'énergie totale installée (MW)	1256	1256	3350	3350
● Nouvelle capacité d'énergie renouvelable installée (MW)	381	381	1300	1300
● Énergie - Personnes disposant d'une connexion électrique nouvelle	1 632 000	4 310 000	6 264 000	15 255 000
● dont les femmes	808 000	1 980 000	3 113 000	7 038 000

Pour les progrès réalisés en Égypte, les points indiquent : ● Forte progression ● Progression limitée par rapport à l'état de référence ● Régression par rapport à l'état de référence.

Pour les résultats des opérations, les points indiquent : ● Les opérations de la Banque ont atteint 95% de leurs cibles ● Les opérations de la Banque ont atteint 60-94% de leurs cibles ● Les opérations de la Banque ont atteint moins de 60% de leurs cibles.

\*La contribution de la Banque correspond au niveau des produits de développement, proportionnellement au soutien financier de la Banque par rapport au coût total du projet. Cela est conforme à l'engagement de la Banque de rendre compte uniquement de sa propre contribution et non de la contribution globale au projet, qui comprend également la contribution des co-financiers.

Source: Rapports d'achèvement de projet, IEA, EEHC et BAD

25 opérations visant à réduire le déficit énergétique du pays et à remédier aux pénuries d'électricité. Collectivement, ces opérations ont ajouté 4 000 MW au réseau national (10 % du total), créé environ 9 000 emplois directs et permis de répondre à la demande d'environ 4,5 millions de nouveaux clients, tout en fournissant une assistance technique et des programmes de renforcement des capacités dans le secteur.

Durant la seule décennie écoulée, la Banque a financé quatre projets de production d'électricité représentant un engagement total de 1,5 milliard de dollars. La centrale électrique à cycle combiné d'El Kureimat fournit à elle seule une capacité supplémentaire de 780 MW, augmentant la capacité de production nationale de 3,2 %. Au cours des dernières années, nos programmes ont évolué vers des technologies propres modernes et ont mis l'accent sur l'amélioration de l'efficacité énergétique. La centrale d'Ain Sokhna,

première centrale thermique supercritique d'Égypte, est un excellent exemple de ce changement (voir encadré 1). De 2011 à 2015, la Banque a également financé des études de faisabilité, notamment sur l'utilisation des énergies renouvelables pour le pompage de l'eau d'irrigation.

Aujourd'hui, le secteur de l'électricité représente près de 50 % de l'engagement net du portefeuille de la Banque. L'un des rôles clés de la Banque a été de soutenir la gouvernance du secteur de l'énergie. À travers son Programme d'appui à la gouvernance économique et à l'énergie, la Banque a soutenu des réformes politiques clés visant à renforcer la viabilité financière du secteur de l'énergie et à promouvoir les investissements privés dans ce secteur. Cela comprend l'adoption d'une nouvelle loi sur le gaz, qui a permis d'ouvrir l'accès de l'infrastructure gazière au secteur privé et de promouvoir les investissements



**ENCADRÉ 1****FOURNIR DE L'ÉLECTRICITÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL D'AIN SOKHNA**

Située dans la station balnéaire d'Ain Sokhna, à Suez, à 120 km à l'est du Caire, la centrale ultramoderne d'Ain Sokhna produit de l'électricité à partir de deux unités de 650 mégawatts alimentées au gaz et à l'huile. Du fait de son emplacement stratégique, l'usine injecte notamment de l'électricité pour soutenir l'expansion de la zone industrielle d'Ain Sokhna et contribue à répondre à la demande énergétique industrielle.

La centrale, mise en service en mai 2015, est la première centrale thermique supercritique d'Égypte. Elle utilise une technologie respectueuse de l'environnement pour accroître l'efficacité de la production d'énergie et pour réduire les émissions. Contrairement aux centrales à vapeur traditionnelles, les centrales supercritiques fonctionnent à des pressions plus élevées, 230 à 265 bars au lieu de 170, ce qui rend le cycle thermique et la centrale plus efficaces.

Le projet a permis de créer 3 000 emplois directs pendant sa phase de construction et jusqu'à 250 emplois permanents, ainsi que des emplois indirects résultant de l'effet d'entraînement.

privés dans le secteur. Cette opération d'appui programmatique a également soutenu le programme audacieux de réforme des subventions énergétiques du gouvernement, dans le but d'assurer la viabilité du secteur de l'électricité. L'approbation de la Stratégie énergétique nationale 2035 sous-tend ces mesures qui ont permis d'attirer de nouveaux investissements privés dans les secteurs pétrolier et gazier, investissements qui se sont élevés à 8,1 milliards de dollars en 2016-2017, en hausse par rapport aux 2,4 milliards de dollars en 2014.

Sous l'égide du Nouveau pacte pour l'énergie, la Banque a placé la croissance verte au cœur

de ses opérations. Elle a approuvé en 2017 trois projets du secteur privé dans le parc solaire de Benban, en Haute Égypte, à hauteur de 55 millions de dollars.

La Banque entretient avec le pays un dialogue étroit sur les politiques et lui fournit des conseils sur la promotion des énergies renouvelables. Cela permettra d'augmenter la capacité de production électrique de l'Égypte, de diversifier son bouquet énergétique, d'économiser du carburant, de réduire ses émissions de carbone et de soutenir l'objectif du gouvernement d'atteindre 20 % de sources d'énergie renouvelables d'ici 2022 dans son bouquet énergétique. ■

# 2





# NOURRIR L'ÉGYPTE

## Faire de l'agriculture un important moteur de croissance inclusive et durable

L'agriculture est fondamentale pour l'économie égyptienne et le développement des zones rurales pauvres. L'agriculture est la source d'emploi et le moyen de subsistance d'environ 55% des Égyptiens. Le secteur emploie 28% des travailleurs du pays et représente environ 12% du PIB. La modernisation et le développement durable du secteur agricole contribueront à créer les emplois et les revenus dont l'Égypte a besoin pour renforcer son économie et nourrir ses citoyens. Une augmentation de la productivité agricole pourrait avoir un impact majeur sur les pauvres, en particulier les femmes et les jeunes. Cela est particulièrement vrai en Haute Égypte, où l'important taux de pauvreté — deux fois plus élevé que la moyenne nationale — concerne un peu plus de la moitié de la population.

Avec des **rendements de céréales** de 7,1 tonnes par hectare, soit bien plus que la moyenne africaine de 1,5%, la **productivité agricole** globale de l'Égypte a atteint 5454 dollars (dollars constants de 2010). L'Égypte est l'un des principaux producteurs de riz, de coton, de maïs et de blé d'Afrique. L'irrigation pourrait permettre d'accroître cette productivité : en effet, le mauvais drainage a pour conséquence une forte salinité des sols, ce qui est préjudiciable à la croissance des cultures. En outre, la fragmentation des terres, l'utilisation excessive d'engrais ainsi que l'inadéquation des chaînes de valeur sont des obstacles majeurs à la productivité.

La croissance démographique et l'urbanisation galopante de l'Égypte, ainsi que l'évolution des goûts et le développement de la classe moyenne, ont entraîné une forte augmentation de la demande alimentaire, demande satisfaite par les importations alimentaires plutôt que par la production nationale. Ainsi, les importations de produits alimentaires de l'Égypte représentent

encore environ 25% de la facture totale des importations. Alors que le pays a exporté 5 milliards de dollars de produits agricoles, il en a importé près de trois fois plus en 2017. C'est pourquoi la **balance commerciale agricole** de l'Égypte est négative. Cela rend les Égyptiens vulnérables face à la volatilité des prix mondiaux des produits alimentaires. En outre, les exportations agricoles de l'Égypte restent dominées par les cultures non transformées ou partiellement transformées. Les activités agro-industrielles du pays devraient se renforcer grâce à l'amélioration de la compétitivité due à la dévaluation de la monnaie, qui se traduit déjà par une hausse des exportations agricoles.

Dans le même temps, l'alimentation et la nutrition de la majorité des Égyptiens dépendent du secteur agricole local. Dans de nombreuses régions, les denrées alimentaires sont insuffisantes en quantité et en valeur nutritive. Le **nombre de personnes souffrant de malnutrition ou de sous-alimentation** a augmenté au cours des dix dernières années pour atteindre 4,1 millions, bien que le pourcentage de la population souffrant de malnutrition ait diminué en raison des vastes initiatives de subventions alimentaires mises en place ces dernières années. Les efforts visant à améliorer les programmes de subvention alimentaire et d'alimentation scolaire ont également permis de réduire de 31% à 22% le **nombre d'enfants de moins de 5 ans** souffrant de retard de croissance.

L'Égypte doit gérer ses faibles ressources en eau de manière plus durable pour promouvoir la sécurité alimentaire et la croissance verte. La plupart des terres cultivées du pays sont irriguées à partir des rives du Nil et du Delta. Mais l'eau se raréfie à cause du changement climatique. Cette situation menace la production et nécessite une gestion adéquate des risques ainsi que des investissements appropriés. L'Égypte encourage des investissements agricoles intelligents sur le plan climatique, en particulier le renforcement des capacités de gestion des sécheresses, pour

Les progrès en Égypte	Égypte		Pays africains à revenu intermédiaire	
	Référence 2008	Derniers chiffres 2017	Référence 2008	Derniers chiffres 2017
● Nombre de personnes souffrant de malnutrition (millions)	3,6	4,1	52,6	65,6
● Productivité du travail agricole (dollars constants de 2010 par travailleur)	4122,6	5453,8	3375,3	4127,3
● Rendement des céréales (tonne/hectare)	7,5	7,1	2,1	1,7
● Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans (%)	30,7	22,3	34,6	31,6
● Solde commercial agricole net en Afrique (milliards de \$/an)	-6,8	-6,7	-25,7	-22,3
● Part de la valeur mondiale de produits agricoles clés transformés en Afrique (%)	0,04	0,40	6,4	8,5
● Consommation d'engrais (kilogrammes par hectare de terres arables)	696,6	645,5	39,3	38,5
Résultats des opérations pour la décennie 2008-2017	Contribution de la BAD*		Résultats totaux	
	Prévue	Obtenue	Prévus	Obtenus
● Personnes bénéficiant des progrès en agriculture (nombre)	51 000	142 000	122 000	366 000
● dont les femmes	30 000	82 000	71 000	212 000
● Terres agricoles dotées d'un système amélioré de gestion de l'eau (ha)	16 400	16 400	44 000	44 000
● Population rurale utilisant des technologies agricoles améliorées	10 400	10 800	12 400	13 700
● Routes construites ou réhabilitées (km)	112	532	300	1427

Pour les progrès réalisés en Égypte, les points indiquent : ● Forte progression ● Progression limitée par rapport à l'état de référence ● Régression par rapport à l'état de référence.

Pour les résultats des opérations, les points indiquent : ● Les opérations de la Banque ont atteint 95% de leurs cibles ● Les opérations de la Banque ont atteint 60-94% de leurs cibles ● Les opérations de la Banque ont atteint moins de 60% de leurs cibles.

\*La contribution de la Banque correspond au niveau des produits de développement, proportionnellement au soutien financier de la Banque par rapport au coût total du projet. Cela est conforme à l'engagement de la Banque de rendre compte uniquement de sa propre contribution et non de la contribution globale au projet, qui comprend également la contribution des co-financiers.

Source : Rapports d'achèvement de projet, FAO, BAD

se mettre à l'abri du risque d'épuisement de ses riches ressources agricoles.

Le gouvernement Égyptien a conscience de l'importance de l'agriculture pour son développement. Ses stratégies en matière d'agriculture, d'approvisionnement en eau et d'irrigation mettent l'accent sur le renforcement de la sécurité alimentaire, la compétitivité des produits agricoles et l'amélioration d'un climat propice aux investissements dans le secteur de l'agro-industrie. Cette orientation contribuera à améliorer les moyens de subsistance des habitants des zones rurales et à stimuler l'emploi des jeunes. Pour atténuer les effets du changement climatique, le pays prévoit également d'accroître l'utilisation des eaux souterraines, d'améliorer

la collecte des eaux de pluie dans les zones côtières et d'intensifier le dessalement. Accroître le drainage afin d'améliorer la qualité des sols constitue un élément clé de cette approche. Pour réduire les disparités régionales, l'Égypte développe également des filières agricoles en dehors de la vallée du Nil et du Delta, ainsi que des pôles de logistique pour l'agriculture.

### Participation de la Banque à l'accroissement de la productivité agricole

Pour avoir financé des opérations agricoles à travers l'Afrique pendant de nombreuses années, la Banque connaît parfaitement les



efforts qu'il importe de fournir afin d'améliorer les chaînes d'approvisionnement agricoles et elle adapte ses solutions aux besoins de l'Égypte. Il est nécessaire d'améliorer l'irrigation et de moderniser l'ensemble du processus de production pour obtenir des cultures de qualité et créer un secteur agricole plus dynamique, dans lequel une valeur ajoutée est apportée à chaque étape du processus et où les agriculteurs ont des rendements élevés. Le travail que nous avons déjà accompli en Égypte et sur le reste du continent a permis d'élaborer de nombreux modèles efficaces pour y parvenir (voir Figure 4), ce qui nous donne une base solide pour intensifier notre engagement dans ce secteur. Nous avons entrepris de réaliser des changements profonds dans l'agriculture d'ici 2025 et avons fait de ce secteur l'une de nos cinq grandes priorités.

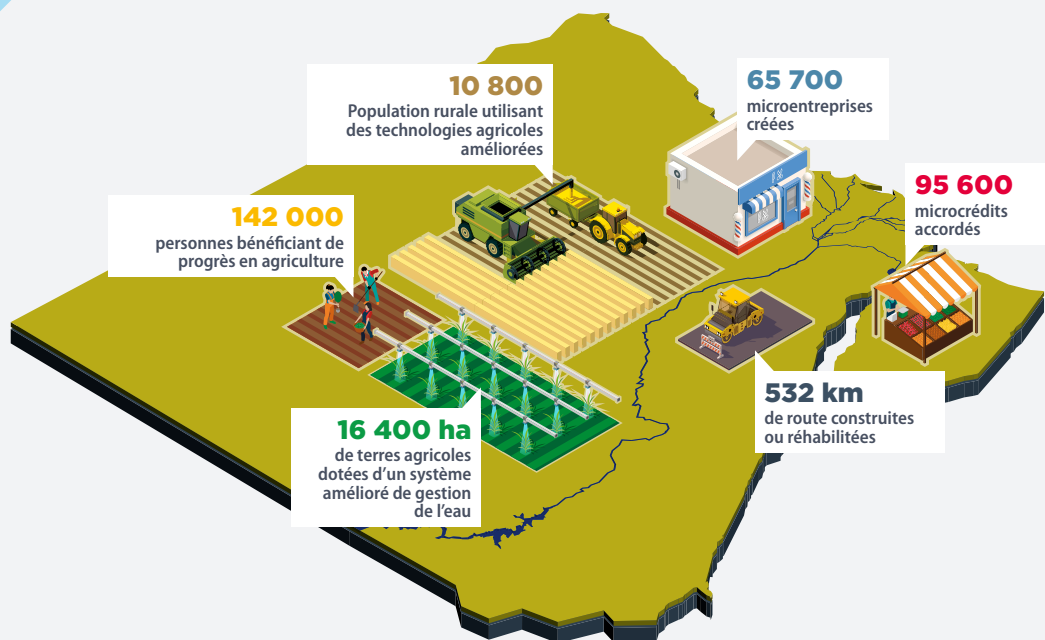
Notre travail dans ce secteur suit une approche intégrée visant à améliorer les services d'irrigation et de drainage en agriculture, et à fournir aux agriculteurs un accès au financement et aux compétences appropriées. En promouvant

des techniques d'irrigation meilleures et plus modernes, en soutenant les agriculteurs par des prêts ciblés qui tiennent compte de leur cycle de trésorerie, en fournissant des services de développement des entreprises et une assistance technique adaptée, la Banque permet d'améliorer la productivité et de créer des emplois, d'accroître les revenus des communautés rurales et de surmonter les obstacles à la sécurité alimentaire. Grâce à nos projets, 10 800 personnes ont pu avoir accès à une technologie améliorée.

Par exemple, dans le gouvernorat d'El-Beheira, nous avons intensifié et fait croître la productivité agricole grâce à l'amélioration des terres et à de meilleures pratiques de gestion de l'eau pour lutter contre la pauvreté rurale et l'insécurité alimentaire. Plus de 350 000 familles d'agriculteurs ont bénéficié d'une série de mesures visant à contrôler la salinité des sols. De plus, le soutien de la Banque a permis

- **d'améliorer la gestion de l'eau** sur plus de 16 400 hectares de terres irriguées, soit plus que

**FIGURE 4 L'IMPACT DES OPÉRATIONS DE LA BANQUE ACHEVÉES PENDANT LA PÉRIODE 2008-2017 EN ÉGYPTE**



notre objectif. Nous avons également démontré l'impact positif de l'utilisation de technologies plus performantes pour l'élevage en organisant 178 campagnes de sensibilisation qui ont mis notamment l'accent sur les fourrages non traditionnels et la réutilisation des déchets. Ce projet, achevé en 2008, a ouvert la voie à nos interventions ultérieures dans le pays et sur le reste du continent.

Alors que les institutions bancaires formelles jugent coûteux l'octroi de prêts aux petits exploitants ruraux, nos opérations ont aidé les agriculteurs égyptiens à surmonter les difficultés d'accès aux services financiers. Nos opérations dans douze gouvernorats, y compris Assiout et Domyat, ont permis en 2009 à plus de 20 000 agriculteurs de se procurer à temps des intrants essentiels pour la production végétale et animale ; pour ce faire, nous avons fourni des lignes de crédit à des institutions bancaires telles que la Banque agricole d'Égypte, autrefois appelée la Banque principale pour le développement et le Crédit agricole, et créé un fonds renouvelable spécialement conçu pour les femmes rurales. L'octroi de crédit aux petites et moyennes exploitations agricoles et agro-industrielles a contribué à créer 12 000 emplois directs.

Nous avons également renforcé les capacités nationales de promotion et de supervision des institutions de microfinance destinées à fournir des crédits aux agriculteurs, aux associations de petits producteurs et aux petites et moyennes entreprises. En Haute Égypte, nous avons dispensé une formation en gestion et en marketing aux associations d'agriculteurs et aidé ces dernières à élaborer des plans d'activités dans les filières laitières et horticoles. Nous avons ciblé en particulier Minya, Assiut et Suhag, gouvernorats les plus pauvres du pays. Pendant la durée de ce Projet d'amélioration du revenu et de la situation économique en milieu rural, 80 000 micro et petites entreprises, soit trois fois l'objectif, ont bénéficié de services financiers ruraux et d'une formation spécialisée dans le développement des compétences pour la production laitière. Le projet a permis de

créer plus de 80 000 emplois, de renforcer les capacités de 30 associations de producteurs clés et d'accroître leurs activités commerciales, augmentant ainsi les moyens de subsistance de nombreuses personnes. Près de la moitié du financement a été accordé à des entreprises appartenant à des femmes. Il convient de remarquer que ce haut niveau de réussite a été atteint pendant les soulèvements du Printemps arabe et la transition qui s'est ensuivie, notamment de 2011 à 2015.

Bien que l'Égypte dispose de vastes ressources en terres et en eau, celles-ci doivent être gérées judicieusement et durablement pour contribuer à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté. Nous avons fourni des infrastructures d'alimentation en eau pour favoriser l'agriculture, et avons amélioré la gestion de l'eau et des terres sur 52 500 hectares par le biais du Programme national de drainage, un élément clé de la stratégie de développement des ressources en eau du gouvernement. Notre projet s'attaque aux problèmes de la dégradation des terres, de la salinité élevée et de la faible fertilité des sols causées par la mauvaise qualité des équipements de drainage. Notre aide permettra d'augmenter la productivité des cultures de 15 à 21% pour 625 000 personnes dans cinq régions situées le long des rives du Nil. Nos investissements dans les stations de traitement des eaux usées urbaines permettront également d'utiliser les eaux usées traitées pour certains travaux agricoles, et à la production agricole de répondre aux besoins croissants des villes.

Il ne peut y avoir d'effort plus important que de travailler à ce que tous les Égyptiens aient suffisamment à manger pour être en bonne santé, forts et productifs. Dans le cadre de notre stratégie Nourrir l'Afrique, la Banque et ses partenaires concentrent leurs efforts sur ce domaine essentiel. La Banque encourage le gouvernement à s'intéresser aux questions agricoles liées à l'utilisation des ressources en eau. Nous nous employons également à améliorer les chaînes de valeur et la sécurité alimentaire, dans le but de créer un maximum d'emplois dans les zones rurales. ■



# 3







## INDUSTRIALISER L'ÉGYPTÉ

### Attirer les fabricants et les industries en Égypte

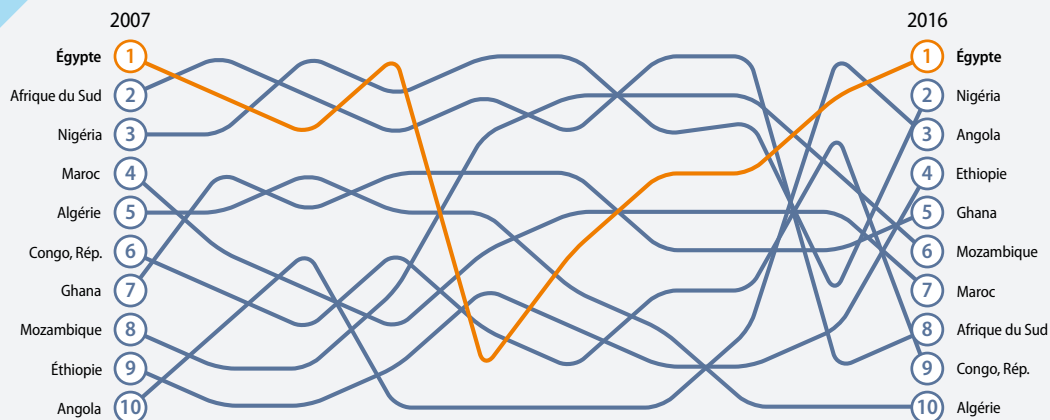
Le développement industriel est indispensable pour créer des emplois, renforcer la productivité et maintenir la croissance. Pourtant, le manque de compétitivité a limité le niveau des investissements en Égypte. Avec les politiques historiques adoptées récemment — la loi sur l'investissement, la loi sur les sociétés, la loi sur les licences industrielles — et les infrastructures appropriées, le développement industriel de l'Égypte se poursuivra au cours des prochaines années, ouvrant ainsi la voie à une croissance inclusive et durable.

Le secteur industriel de l'Égypte, composé de grandes industries textiles et extractives, est de plus en plus diversifié. Le pays, qui possède l'un des secteurs industriels et marchés les plus importants sur le continent, dispose d'une main-d'œuvre qualifiée et bon marché. Le secteur privé représente environ 60 % du PIB de l'Égypte et 74 % de l'emploi total.

Dans l'ensemble, les données semblent indiquer des progrès lents sur la période 2008–2017, la **formation brute de capital fixe (prix constants de 2010)** passant de 44,5 milliards de dollars à 39,2 milliards de dollars. Cela montre que le secteur reste sous pression, principalement à cause du ralentissement qui a suivi les soulèvements de 2011, bien qu'il ait été soutenu par la consommation de la forte population locale. Cependant, la **valeur ajoutée des industries manufacturières (prix constants de 2010)** a augmenté en Égypte pour atteindre 44,5 milliards de dollars en 2017, soit près du cinquième de la valeur ajoutée totale de l'Afrique. L'indice égyptien de la **diversification économique** progresse lentement mais reste beaucoup plus élevé que celui de la plupart des pays africains. Cela réduit la vulnérabilité de l'Égypte aux fluctuations des prix des matières premières.

Le gouvernement égyptien place le développement industriel au centre de ses priorités de développement et veut encourager

**FIGURE 5 L'ÉGYPTÉ OCCUPE LE PREMIER RANG DES DESTINATIONS D'IDE EN AFRIQUE**



Source : UNCTAD

Les progrès en Égypte	Égypte		Pays africains à revenu intermédiaire	
	Référence 2008	Derniers chiffres 2017	Référence 2008	Derniers chiffres 2017
● Formation brute de capital fixe (milliards de \$ constants de 2010)	44,5	39,2	353,7	423,9
● Produit intérieur brut industriel (milliards de \$ constants de 2010)	75,4	85,8	285,5	324,6
● Valeur ajoutée du secteur manufacturier (milliards de \$ constants de 2010)	32,3	44,5	128,9	93,4
● Indice de diversification économique (1 bas - 0 haut)	0,5	0,5	0,6	0,6
● Indice de compétitivité globale de l'Afrique (1 bas - 7 haut)	4,0	3,9	3,8	3,8
● Accès au financement (% de la population)	37,5	44	39,8	81,3
● Indice de performance de la logistique (1 bas - 5 haut)	2,4	3,2	2,4	2,5
Résultats des opérations pour la période 2008-2017	Contribution de la BAD*		Résultats totaux	
	Prévue	Obtenue	Prévus	Obtenus
● Personnes bénéficiant des projets dans lesquels la Banque investit* (nombre)	194 000	160 000	229 000	175 000
● dont les femmes	97 000	80 000	114 000	88 000
● Propriétaires-exploitants individuels et MPME ayant bénéficié de services financiers	49 300	95 600	67 000	105 600

Pour les progrès en Égypte, les points indiquent : ● Forte progression ● Progression limitée par rapport à l'état de référence ● Régression par rapport à l'état de référence.

Pour les résultats des opérations, les points indiquent : ● Les opérations de la Banque ont atteint 95% de leurs cibles ● Les opérations de la Banque ont atteint 60-94% de leurs cibles ● Les opérations de la Banque ont atteint moins de 60% de leurs cibles.

\*La contribution de la Banque correspond au niveau des produits de développement, proportionnellement au soutien financier de la Banque par rapport au coût total du projet. Cela est conforme à l'engagement de la Banque de rendre compte uniquement de sa propre contribution et non de la contribution globale au projet, qui comprend également la contribution des co-financiers.

Source: Rapports d'achèvement de projet, ONUDI, Banque mondiale, BAD

les investissements privés. L'Égypte a déjà retrouvé son rang de première destination des investissements étrangers directs (IDE) sur le continent (voir Figure 5), après la chute qui a suivi le Printemps arabe. Sa main-d'œuvre jeune et ses villes en expansion offrent également de nouvelles opportunités aux industries capables de fournir des marchés de consommation en croissance et de participer aux chaînes de valeur. D'ailleurs, un quart de la population employée travaille dans l'industrie, en particulier dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre tels que l'industrie manufacturière, qui représentent 17% du PIB total de l'Égypte, générant nettement plus d'emplois que le secteur pétrolier. Au total, les secteurs industriels emploient 40% des travailleurs.

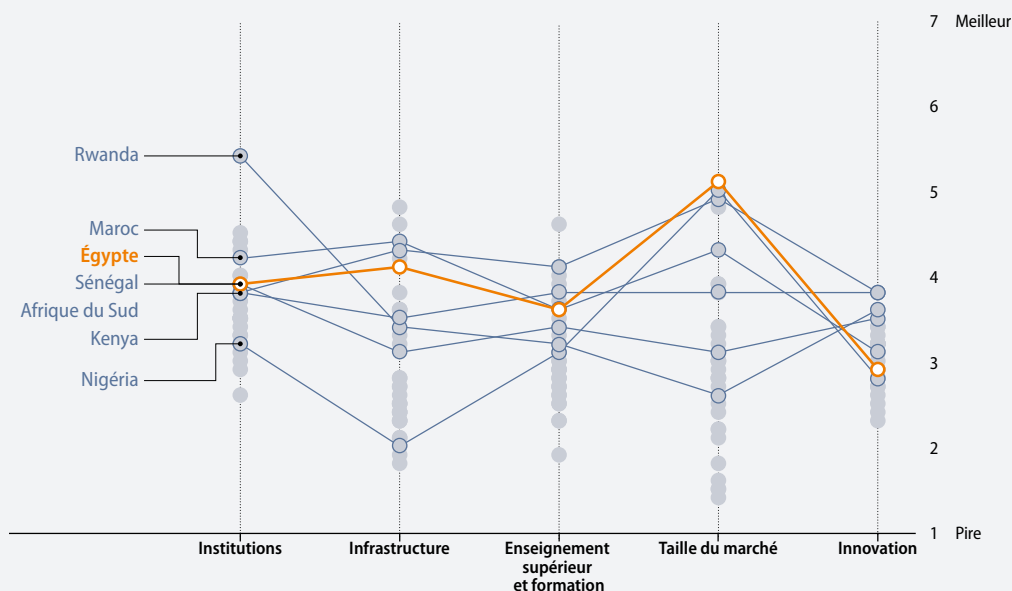
La ● **compétitivité mondiale** de l'Égypte s'est toutefois légèrement détériorée depuis 2008, en

particulier après les années de transition, comme le montre l'indice mondial de la compétitivité (voir Figure 6) qui pointe l'instabilité des politiques et l'insuffisance des infrastructures comme faisant partie des difficultés rencontrées. Parallèlement, ● **l'indice de performance logistique** de l'Égypte a augmenté ces dernières années, mettant en évidence une plus grande capacité commerciale.

● **L'accès au financement** s'est amélioré, passant de 37,5% à 44% de la population totale de l'Égypte. Néanmoins, le manque d'accès au financement des investissements demeure un obstacle majeur pour les microentreprises et les petites et moyennes entreprises qui cherchent à se développer. Les femmes entrepreneurs se heurtent à des barrières considérables, en particulier dans un pays où 95% des entreprises sont des PME. Cela pousse souvent les

**FIGURE 6 LA COMPÉTITIVITÉ DE L'ÉGYPTE REPOSE SUR LA TAILLE DE SON MARCHÉ ET SUR SES INFRASTRUCTURES**

(chaque point représente un pays africain) Indice sur la compétitivité mondiale



Source : FEM, Indice mondial de la compétitivité 2017-2018

entreprises privées à demeurer dans le secteur informel. Pour relever ce défi, l'Égypte a adopté une loi en faveur de la microfinance en 2014 et envisage aujourd'hui de développer des services financiers mobiles.

L'Égypte prend également des initiatives pour promouvoir les industries nationales par le développement de parcs industriels. Le pays crée des zones industrielles et des parcs assortis d'incitations fiscales et de conditions spéciales sous le contrôle de l'Autorité générale pour les investissements et les zones franches et de l'Autorité du développement industriel. Ces zones et parcs sont situés à l'intérieur et autour du Caire, à Alexandrie et non loin des voies navigables du Caire. En outre, le développement de la zone économique du canal de Suez est en passe de devenir un projet géant offrant un potentiel considérable de croissance de l'industrialisation et de création d'emploi. L'Égypte dispose d'énormes possibilités de développement industriel. Le pays offre de nouvelles opportunités locales et une capacité d'exportation favorisant l'accroissement

des investissements, adossées à un meilleur environnement des affaires permettant davantage d'investissements du secteur privé et une transformation de l'économie.

### L'appui de la Banque pour stimuler l'investissement privé

La Banque s'est engagée à soutenir l'Égypte dans ses efforts pour accélérer l'industrialisation. La stratégie Industrialiser l'Afrique oriente son approche pour promouvoir les opérations qui permettent aux entreprises de toutes tailles et de tous niveaux de productivité au sein des chaînes de valeur internationales de se développer, grâce à des meilleures politiques favorisant la participation du secteur privé.

La principale contribution de la Banque au développement industriel en Égypte a été d'aider le pays à devenir plus compétitif. La Banque soutient les investissements privés pour permettre aux entreprises de démarrer et de se développer.

Sur nos cinq investissements dans les entreprises privées, trois prêts ciblent des projets solaires ; l'une des opérations est la plus grande raffinerie en partenariat public/privé (PPP) du pays qui bénéficie d'un investissement total de 4,6 milliards de dollars. La Banque a également investi des fonds propres dans un fond régional de soins de santé. Au total, 160 000 **personnes ont bénéficié des entités dans lesquelles la Banque investit.**

Pour accélérer le programme d'industrialisation de l'Égypte, la Banque a accordé la priorité aux opérations d'appui programmatique qui fournissent un appui budgétaire aux réformes politiques, y compris à une meilleure gouvernance économique. Le gouvernement, avec notre appui, a amélioré le climat des affaires du pays en mettant en place un régime de licences industrielles plus transparent et simplifié, en permettant une concurrence plus ouverte et en améliorant l'accès au crédit des MPME (micro, petites et moyennes entreprises) et des femmes entrepreneurs. Ainsi, le nombre moyen de jours nécessaires pour obtenir les licences industrielles a été réduit à seulement 7 jours pour les industries à faible risque et à 30 pour les industries à haut risque, contre 643 jours en 2015. Cette réforme contribue à rétablir la confiance des investisseurs dans le pays après la reprise.

Pour renforcer le secteur privé, la Banque s'est concentrée sur l'adoption de changements systémiques dans le secteur du franchisage, car elle a démontré qu'il existait plus de 700 opportunités de franchise dans tous les secteurs en Égypte. Mais il a été très difficile de mettre cela en œuvre dans un contexte post-révolutionnaire. À une étape ultérieure, la Banque a approuvé le financement du nouveau projet du ministère des Approvisionnements et du Commerce intérieur, et du Fonds social de développement, inauguré sous le nom de Gameity. Ce projet a pour objectif principal de développer un réseau de distribution de produits

alimentaires après que le ministère a identifié la nécessité d'élargir le réseau de « supermarchés » pour distribuer différents produits alimentaires subventionnés, et de devenir distributeur de différents produits de grande consommation au prix du marché. Le plan du ministère a permis d'augmenter le nombre de points de distribution en ajoutant 13 000 nouveaux magasins (supermarchés) répartis dans les différents gouvernorats d'Égypte.

Nous nous intéressons de plus en plus à l'industrialisation et ciblons de nouveaux domaines. En travaillant à industrialiser l'Égypte, nous réorientons également notre assistance pour favoriser le succès des politiques industrielles et la création de zones économiques spéciales. Une étude en cours sur la zone économique du canal de Suez, financée par la Banque, s'attèle à identifier les compétences nécessaires dans ce domaine, de sorte que la main-d'œuvre puisse être formée et soit prête à accueillir les investissements qui arrivent sur cette zone. Nous avons financé la Stratégie nationale de développement des groupes qui a permis de cartographier 145 regroupements organiques d'entreprises interdépendantes et complémentaires. Les projets de la Banque ont également permis d'initier 200 étudiants et diplômés universitaires à l'entrepreneuriat et ont aidé 22 jeunes pousses en leur proposant un accompagnement et un financement de démarrage dans de nouveaux domaines d'activité lucratifs tels que le recyclage des déchets industriels.

L'Égypte possède un grand nombre des facteurs de base nécessaires pour devenir un moteur industriel régional : des ressources naturelles abondantes, une énorme disponibilité énergétique et un vaste réservoir de jeunes travailleurs. Nous continuerons à travailler avec nos partenaires pour catalyser davantage d'investissements du secteur privé et contribuer à la transformation de l'économie égyptienne. ■



4





# INTÉGRER L'ÉGYPTÉ

## Connecter l'Égypte aux marchés régionaux

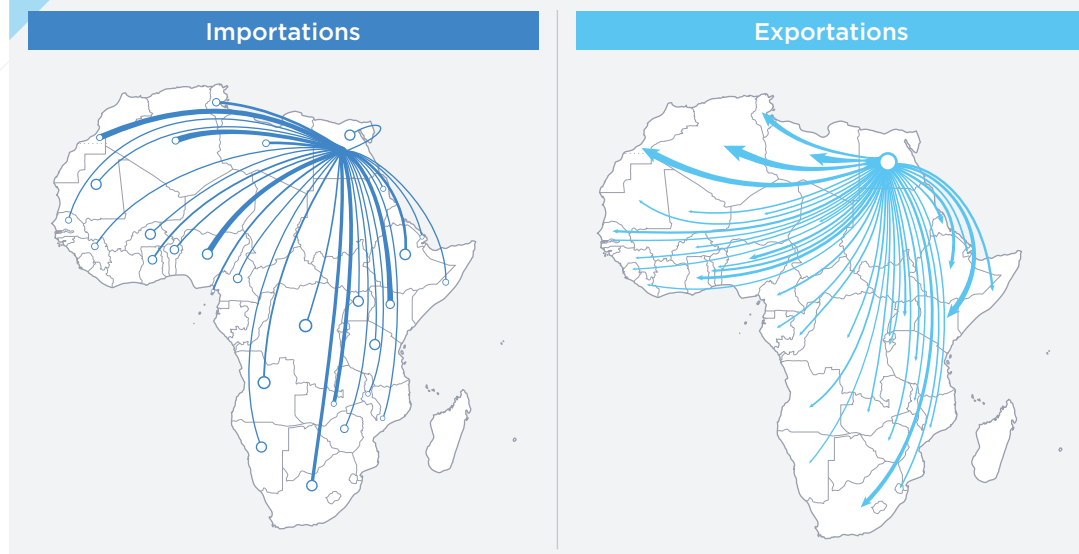
L'intégration économique régionale, qui est une pierre angulaire du développement de l'Égypte, l'a amenée à rejoindre en 2008 la Zone de libre-échange continentale en compagnie de 43 autres pays africains, ouvrant ainsi la voie à un marché unique des biens et des services en Afrique, continent qui compte 1,2 milliard de personnes. L'Égypte a beaucoup à attendre de cet accord au regard de l'envergure de son secteur industriel. Il reste donc une très grande marge de manœuvre et un énorme impératif d'investissement dans les infrastructures et l'intégration régionale du pays pour attirer les investissements et créer des marchés plus grands.

Le volume du ● **commerce intra-africain** est passé de 6,3% en 2008 à 5,4% dix ans plus tard. Cela

s'explique en partie par le fait que les économies africaines continuent de dépendre de l'exportation de produits de base non transformés et de faible valeur vers des pays à revenu élevé desquels ils importent des biens. La Figure 7 met en évidence la structure des échanges commerciaux de l'Égypte avec le reste de l'Afrique. Il en ressort que le pays commerce essentiellement avec les pays voisins, en partie à cause des accords commerciaux qui le lient à plusieurs pays et groupes de commerce.

Parallèlement, le ● **coût des échanges transfrontaliers** a chuté, de 809 dollars à 708 dollars par conteneur de 20 pieds dans le transport maritime, les rendant beaucoup plus abordables que les 2340 dollars pour un pays africain moyen. Cet abaissement des obstacles au commerce permet au pays de se positionner comme une plateforme de développement des chaînes de valeur régionales.

**FIGURE 7** CARTOGRAPHIE DES FLUX COMMERCIAUX INTRA-AFRICAINS AVEC L'ÉGYPTÉ



Les progrès en Égypte	Égypte		Pays africains à revenu intermédiaire	
	Référence 2008	Derniers chiffres 2017	Référence 2008	Derniers chiffres 2017
● Commerce intra-africain en pourcentage du volume total des échanges de biens (%)	6,3	5,4	10,8	12
● Coût des échanges transfrontaliers (\$)	809	708	1543	1939

Pour les progrès en Égypte, les points indiquent : ● Forte progression ● Progression limitée par rapport à l'état de référence ● Régression par rapport à l'état de référence.

Source : CNUCED, Banque mondiale

L'Égypte, dont 98 % de la population vit autour des rives du Nil et du Delta, dépend fortement des eaux du fleuve pour l'agriculture et la consommation domestique. Il est donc primordial que le pays maintienne son accès à ses eaux grâce à la paix et à la coopération avec les pays du bassin du Nil.

De meilleures infrastructures de transport — routes, chemins de fer, ligne aériennes et fluviales — sont essentielles pour relier les consommateurs des différents pays et créer des marchés régionaux avec les pays africains et le Moyen-Orient. Le secteur routier en particulier a un rôle majeur à jouer en assurant l'inclusion spatiale et en desservant les zones industrielles, secteurs d'exportation clés susceptibles de faire de l'Égypte un pôle mondial. Les secteurs maritime et aéronautique sont déterminants pour le commerce des services touristiques, et les compétences disponibles en Égypte peuvent être partagées dans le cadre de programmes de coopération technique avec d'autres pays africains.

La libre circulation vers l'Égypte des personnes venant du reste de l'Afrique reste difficile, car seuls les citoyens de sept pays africains sont autorisés à entrer dans le pays sans visa ou avec un visa à l'arrivée. L'Égypte n'a pas encore ratifié les protocoles sur la libre circulation des personnes des communautés économiques régionales dont elle est membre.

## Le rôle catalyseur de la Banque dans l'intégration en Égypte

Nous restons résolument engagés à connecter les pays, les marchés et les populations afin de faciliter les échanges commerciaux et de permettre la transformation économique de l'Afrique. La Banque

a récemment approuvé son Cadre stratégique d'intégration régionale (2018-2025) destiné à soutenir la Vision 2063 de l'Union africaine.

Nous continuerons d'appuyer les initiatives visant à accroître les perspectives d'échanges transfrontaliers, en nous assurant que des investissements efficaces sont effectués dans les technologies de l'information et en veillant à ce que le réseau électrique soit raccordé à ceux des autres pays du bassin du Nil et du Moyen-Orient.

Nous reconnaissons également l'importance du transport maritime pour l'Égypte et sommes engagés à préparer la première phase d'une étude de faisabilité visant à établir une liaison par voie navigable sur le Nil entre le lac Victoria et la mer Méditerranée, dans le cadre d'une initiative plus large de l'Union africaine.

Enfin, la Banque a soutenu l'Agence égyptienne des partenariats pour le développement en formant plus de 100 attachés commerciaux à l'utilisation d'outils permettant d'attirer les investissements et d'accroître les échanges intra-africains. De même, nous avons aidé l'Institut de planification nationale à renforcer ses connaissances en matière de gestion de projet et d'analyse économique, et avons fourni à l'Autorité de contrôle administratif des outils de lutte contre la corruption. Nous appuyons également le transfert de connaissances et le partage d'expériences, comme en témoignent les voyages d'étude effectués en Afrique du Sud et au Soudan pour explorer le domaine de l'échange des déchets industriels.

Conformément aux priorités du gouvernement égyptien, nous avons choisi de renoncer, en 2016, à notre engagement de financer l'aménagement de l'aéroport de Charm El Cheikh dans le

cadre d'un projet de 671 millions de dollars. Une réévaluation de la situation indiquait qu'il était préférable d'attendre que le secteur du tourisme ait repris son envol pour développer les installations de l'aéroport. Cela témoigne de la souplesse dont fait preuve la Banque pour dégager des ressources afin de répondre aux besoins les plus pressants du pays.

Dans le droit fil de notre Cadre stratégique d'intégration régionale (2018-2025), la Banque préparera un document de stratégie d'intégration

régionale couvrant toute l'Afrique du Nord. Elle veillera à ce qu'une feuille de route cohérente soit mise en œuvre pour faciliter l'intégration de l'Égypte, du Maroc, de la Tunisie et de la Libye, ainsi que du reste du continent. Nous avons investi dans l'intégration économique régionale et nous appuierons sur les meilleures pratiques et connaissances pour développer notre travail dans ce domaine. Cela permettra de créer des emplois et de stimuler la croissance économique et contribuera à concrétiser la Zone de libre-échange continentale. ■



5





# AMÉLIORER LA QUALITÉ DE VIE DES POPULATIONS D'ÉGYPTE

## Fournir des emplois et des services de base

Le Printemps arabe a mis en évidence les difficultés socio-économiques du pays, notamment le taux de chômage élevé chez les jeunes diplômés et les inégalités régionales. L'économie se redresse depuis 2015 et les déséquilibres macroéconomiques commencent à se résorber, mais les conditions sociales restent difficiles et la création d'emplois limitée. En 2017, le **taux de chômage** de la population active totale atteignait 12,4 %. Il est maintenant en baisse constante avec une chute à 9,95 % en juin 2018. Parallèlement, le **taux de chômage des jeunes** a atteint un sommet de 30,8 % en 2017 ; il était même à 34,4 % en 2012. Dans le même ordre d'idée, environ 27,8 % des Égyptiens **vivent actuellement en dessous du seuil de pauvreté**, chiffre en hausse par rapport aux 21,6 % de 2008.

L'un des atouts et des défis majeurs du pays est son jeune capital humain, puisque près d'un million de jeunes hommes et femmes entrent sur le marché du travail chaque année. Parmi les jeunes qui travaillent, beaucoup sont obligés de se contenter d'emplois à faible productivité dans le secteur informel. Donner aux jeunes l'éducation, les compétences et les capacités nécessaires pour occuper un emploi bien rémunéré est une priorité. Cependant, si la **scolarisation dans les enseignements primaire, secondaire et supérieur** a grimpé pour atteindre 78,9 %, la **scolarisation dans l'enseignement technique et professionnel** a reculé de 43,5 % à 26,9 %.

Globalement, le nombre de jeunes ayant déclaré ne pas trouver un travail décent correspondant à

leur expérience ou à leurs qualifications continue de croître. Cela reflète en grande partie la forte inadéquation des compétences entre les besoins du marché et l'offre du système d'éducation et de formation professionnelle, associée à une culture et à une expérience limitées de l'entrepreneuriat.

Dans le cadre du Programme d'appui à la gouvernance économique et à l'énergie, la Banque a également soutenu des réformes décisives visant à promouvoir la croissance des MPME et la création d'emplois. L'accès au financement étant l'un des principaux obstacles à la croissance des PME, nous avons soutenu une réforme globale du secteur de la microfinance visant à élargir l'accès au financement et à diversifier les services financiers. Cela a entraîné une multiplication par dix du nombre de prestataires agréés dans la microfinance. En 2017 et 2018 seulement, le nombre d'emprunteurs a augmenté de 30 %, les deux tiers des prêts étant destinés à des activités commerciales, et 70 % des entreprises emprunteuses étaient dirigées par des femmes.

L'accès aux services est essentiel pour une meilleure qualité de vie. Il est indispensable d'améliorer la santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement pour que la population soit en bonne santé, bien nourrie et bien éduquée, outillée pour tirer parti des opportunités offertes par le travail et le monde des affaires. Le pays fournit déjà un **accès aux services d'eau potable** et à **l'assainissement** à presque toute sa population. Il doit maintenant raccorder un plus grand nombre de ménages aux systèmes d'approvisionnement en eau dans les zones rurales et urbaines les plus touchées par la pauvreté, et améliorer l'hygiène.

Les progrès en Égypte	Égypte		Pays africains à revenu intermédiaire	
	Référence 2008	Derniers chiffres 2017	Référence 2008	Derniers chiffres 2017
● Population vivant en dessous du seuil de pauvreté (%)	21,6	27,8	38,5	36,8
● Inégalités de revenus (indice de Gini)	31,1	31,8	42,2	42,2
● Taux de chômage des jeunes (%)	25,0	30,8	20,7	21,9
● Taux de chômage des jeunes, dont les jeunes filles (%)	53,3	38,5	25,1	24,5
● Taux de chômage (%)	8,5	12,4	12,4	10,6
● dont les femmes (%)	18,9	23,6	12,1	12,6
● Scolarisation dans l'enseignement tech-nique/professionnel (%)	43,5	26,9	16,6	12,2
● dont les femmes (%)	2,1	3,1	14,4	10,0
● Scolarisation (%)	73,5	78,9	60,8	67,7
● dont les femmes (%)	71,6	78,4	58,0	66,1
● Accès à des services d'eau potable sagement gérés (% de la population)	97,8	99,4	74,0	78,8
● Accès à des équipements sanitaires sagement gérés (% de la population)	93,3	94,7	50,3	52,6
Résultats des opérations pour la période 2008–2017	Contribution de la BAD*		Résultats totaux	
	Prévue	Obtenue	Prévus	Obtenus
● Emplois directs créés (nombre)	98 000	141 900	109 300	155 800
● dont les femmes	48 500	70 600	53 900	77 400
● Personnes bénéficiant d'un accès à des meilleurs services de santé (nombre)	25 500	25 500	652 200	652 200
● dont les femmes	13 500	13 500	343 700	343 700

Pour les progrès en Égypte, les points indiquent : ● Forte progression ● Progression limitée par rapport à l'état de référence ● Régression par rapport à l'état de référence.

Pour les résultats des opérations, les points indiquent : ● Les opérations de la Banque ont atteint 95% de leurs cibles ● Les opérations de la Banque ont atteint 60–94% de leurs cibles ● Les opérations de la Banque ont atteint moins de 60% de leurs cibles.

\*La contribution de la Banque correspond au niveau des produits de développement, proportionnellement au soutien financier de la Banque par rapport au coût total du projet. Cela est conforme à l'engagement de la Banque de rendre compte uniquement de sa propre contribution et non de la contribution globale au projet, qui comprend également la contribution des co-financiers.

Source : Rapports d'achèvement de projet, OIT, OMS, UNICEF, BAD

## L'impact de la Banque sur la vie des Égyptiens

L'objectif ultime de notre aide au développement est d'améliorer la qualité de vie des Égyptiens. À ce jour, la Banque a financé 20 opérations dans le secteur social, notamment des projets dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la microfinance.

Notre portefeuille de projets aide l'économie égyptienne à promouvoir le développement économique et social. Comme l'explique la

section Nourrir l'Afrique, le Projet d'amélioration du revenu et de la situation économique en milieu rural a financé près de 80 000 PME, soit une augmentation de 317% par rapport à l'objectif, et créé plus de 80 000 emplois. Il est estimé que 43% de ces fonds ont été affectés à des entreprises appartenant à des femmes (voir encadré 2).

La Banque s'attèle à renforcer les institutions et à soutenir les réformes politiques pour améliorer la protection sociale et la justice sociale, en mettant l'accent sur l'inclusion. La transformation sociale de



## ENCADRÉ 2

## DÉVELOPPER L'AGRO-INDUSTRIE PAR LA FINANCE RURALE



La Banque soutient les microentreprises et les petites agro-industries en Égypte en élargissant leur accès au financement. Les banques commerciales imposent normalement des taux d'intérêt élevés à ces clients, mais la Banque leur a fourni un appui à l'intention des ménages, en particulier des femmes entrepreneurs.

Marin Boulis a créé une entreprise avicole qu'elle a fait croître grâce à un prêt de 400 dollars que lui a accordé le Fonds social de développement. Elle a utilisé cet argent pour acheter des équipements avicoles, notamment des systèmes d'abreuvoirs et des mangeoires. En seulement cinq années, sa production est passée de 100 à 1000 poulets. Marin, mère de trois enfants, travaille avec un prestataire qui s'occupe des soins vétérinaires et l'aide à accéder au marché.

Après avoir remboursé son prêt, l'entrepreneuse avicultrice a également réussi à gagner la confiance de ses fournisseurs. Elle n'a désormais plus qu'à payer un acompte de 10 % sur ses achats, ce qui lui permet de poursuivre son expansion.

L'Égypte ne peut réussir sans la pleine participation des femmes et des filles. Dans le cadre du Projet d'autonomisation économique des femmes, premier du genre, dans lequel la Banque a investi 9 millions de dollars, 4306 prêts ont été octroyés et plus de 24 000 femmes ont reçu une formation.

Par le biais du fonds de transition MOAN, la Banque a mis en place le premier système d'échange de déchets industriels en Égypte, associant producteurs de déchets industriels, utilisateurs potentiels et recycleurs afin d'améliorer l'efficacité des ressources intersectorielles, de créer des emplois verts et de réduire l'impact des déchets industriels sur l'environnement. À travers cette plateforme, sept transactions ont déjà eu lieu, ciblant en particulier les entrepreneurs désireux de s'engager dans des jeunes pousses propres et écologiques, ce qui multiplie les possibilités d'emploi dans ce nouveau secteur de niche.

Notre soutien au secteur de la santé, de l'éducation, de l'eau et de l'assainissement continue de contribuer à la qualité de la vie. Parvenir à une couverture santé universelle est une priorité de la loi sur l'assurance maladie complète de 2017. L'étude actuarielle commandée par la Banque a proposé au gouvernement égyptien des options financières et fiscales pour la mise en œuvre et le déploiement du Système national d'assurance maladie. Le système a commencé progressivement à être déployé dans trois gouvernorats.

Dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, l'Égypte ne traite actuellement que 40 % de ses eaux usées. À travers la deuxième phase de son soutien au projet de traitement des eaux usées de Gabel Al Asfer, d'une capacité totale de 2,5 millions de m<sup>3</sup>/jour, et à la station de traitement des eaux usées d'Abou Rawash, d'une capacité totale de 1,6 million m<sup>3</sup>/jour, la Banque aide le pays à lutter contre la détérioration de la qualité de l'eau et de l'assainissement. Ces deux projets géants visent à protéger les ressources en eau de la pollution et à réduire les risques sanitaires émanant du rejet des eaux usées non traitées dans les égouts et les canaux. Ils devraient bénéficier directement à plus de 20 millions de personnes dans le Grand Caire. Par ailleurs, les projets généreront plus de 2 000 emplois directs et 8 000 emplois indirects dans de nombreux domaines, allant de la mise en œuvre du projet au tourisme, en passant par l'agriculture et la pêche pour les travailleurs non qualifiés, semi-qualifiés et qualifiés.

Nous continuerons à aider l'Égypte à créer non seulement davantage d'emplois, mais aussi de meilleurs emplois, tout en promouvant l'accès à des services de qualité. Permettre à des millions de jeunes de trouver du travail accélérera la transformation économique dont l'Égypte a besoin, ce qui améliorera la croissance économique durable et réduira la pauvreté. ■



# L'EFFICACITÉ DE LA BANQUE DANS LA GESTION DE SES OPÉRATIONS EN ÉGYPTE

**L**a Banque cherche à améliorer la performance de son portefeuille d'opérations en Égypte. Pour cela, nous prenons de nouvelles mesures pour maximiser notre impact sur le développement, mobiliser davantage de ressources d'investissement et obtenir, aussi efficacement que possible, des résultats en matière de développement.

## Performance du portefeuille et rapidité d'exécution

La Banque est un partenaire de confiance pour l'Égypte. Nous nous sommes adaptés à l'évolution de l'environnement politique du pays et avons rapidement réagi pour que notre soutien soit

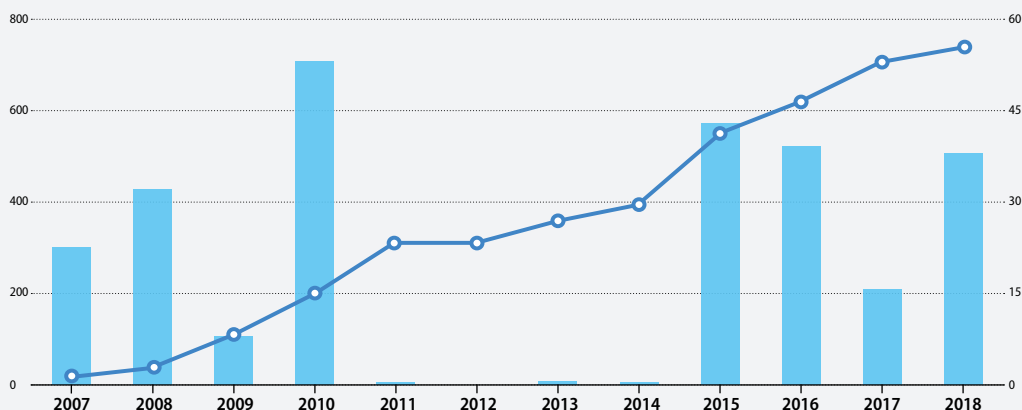
conforme à ses priorités. Dans notre portefeuille, nous nous efforçons d'obtenir le plus grand impact possible sur le développement.

Au cours de la dernière décennie, la Banque a approuvé 42 projets d'une valeur de 2543 millions de dollars. La Figure 8 indique que malgré la

**FIGURE 8 LA BANQUE A AUGMENTÉ LE NOMBRE DE SES OPÉRATIONS EN ÉGYPTE MALGRÉ LES LIMITATIONS SUR LES PRÊTS**

Millions de \$ engagés

Nombre cumulé d'opérations approuvées





Efficacité de la banque en Égypte	2011	2017
<b>Performance et qualité du portefeuille</b>		
● Performance du portefeuille	2,48	2,8
● Taux de décaissement du portefeuille en cours	34 %	87,3 %
● Taille moyenne des prêts du secteur public (en millions de \$)	246	342,5
● Taille moyenne des dons (\$)	1,13	1,6
<b>Se rapprocher de nos clients</b>		
● Projets gérés par le bureau pays (%)	s/o	89 %

Les points indiquent que: ● Nous avons dépassé la référence ● Nous nous approchons lentement de la cible ● Nous nous éloignons de la cible.

cession des prêts pendant la transition politique de 2011 à 2014, nous avons augmenté le nombre d'opérations d'assistance technique et de travaux dans le secteur économique. Cela a permis de renforcer notre portefeuille d'opérations avant la reprise des prêts en 2015.

Le portefeuille actif de la Banque comprend 31 opérations, représentant un engagement total de 2,98 milliards de dollars. Nos opérations sont alignées sur notre Document de stratégie pays et sur les propres priorités du gouvernement.

Le maintien de la performance de notre portefeuille d'opérations relève de la responsabilité conjointe du gouvernement et de la Banque en Égypte. Cette réalisation résulte des efforts concertés et proactifs déployés par le ministère de l'Investissement et de la Coopération internationale et le bureau de la Banque en Égypte afin d'améliorer la santé de notre portefeuille ainsi que de résoudre les problèmes liés aux achats complexes et aux retards dans la mise en œuvre des dons. La Banque surveille également de près son portefeuille. Elle fournit des conseils et un soutien pratiques aux agences d'exécution récemment mises en place afin d'identifier les difficultés auxquelles font face les projets et d'élaborer des solutions communes.

Pour sa part, le gouvernement a pris des mesures visant à améliorer la transparence et la rapidité des procédures de passation des marchés. Il impose désormais à ses agences de publier en ligne les attributions de marchés publics et envisage de passer à un système de passation de marchés en ligne pour la publication d'appels d'offres. Il révisé également

ses règles générales de passation de marchés pour plus d'efficacité.

La performance des projets s'est améliorée au cours des dernières années. Il n'y a actuellement ● **aucun projet à risque dans le portefeuille**, grâce à notre gestion proactive des opérations. Le ● **taux de décaissement** de nos opérations a atteint 87 % et la part de nos ● **projets confrontés à des difficultés et à des retards** de mise en œuvre (opérations signalées en rouge) a baissé, passant de 38 % en août 2015 à 20 % en septembre 2018.

### Travailler avec les partenaires pour catalyser le financement du développement

Pour contribuer à la réalisation de l'ambitieux programme de développement de l'Égypte, la Banque a cofinancé ses opérations avec d'autres partenaires au développement. En fait, elle ne finance que 40 % du coût total de chaque opération, le reste étant à la charge du gouvernement et de ses partenaires au développement. Les interventions de la Banque ont visé à tirer parti de ses instruments traditionnels — à savoir les prêts d'investissement et les opérations d'appui programmatique — ainsi qu'à attirer les investissements du secteur privé, en partageant les risques liés aux investissements et en cherchant à utiliser des instruments novateurs tels que les garanties.

Sur le plan de la gouvernance, la Banque mène des travaux adossés à une matrice commune de réformes, en étroite collaboration avec les partenaires au développement. Cela a été

notamment le cas pour l'appui budgétaire programmatique triennal de 1,5 milliard de dollars destiné au Programme d'appui à la gouvernance économique et à l'énergie, mis en œuvre avec le concours de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Cela découle d'un dialogue politique de haut niveau avec le gouvernement et avec d'autres parties prenantes dans des domaines d'importance stratégique.

Les financements par fonds d'affectation spéciale et par le biais de l'assistance technique ont été des éléments clés de notre investissement en Égypte, en particulier lorsque les prêts ont cessé entre 2011 et 2014. La Banque prévoit de continuer à mobiliser des ressources auprès du Fonds pour l'environnement mondial, de l'Africa Growing Together Fund et des fonds d'investissement climatique. Dans le cadre de sa participation au Partenariat de Deauville alliance politique et économique axée sur les pays arabes en transition — la Banque a identifié de nouvelles initiatives grâce auxquelles elle pourrait mobiliser des fonds pour fournir une assistance technique, un renforcement des capacités et un travail économique et sectoriel, facteurs essentiels pour améliorer l'efficacité de l'exécution des projets.

## Gestion des connaissances

La Banque joue un rôle croissant de courtier des connaissances en produisant des produits

du savoir de grande qualité, qui présentent les besoins de développement nationaux et montrent comment y répondre. Un travail d'analyse sous-tend nos efforts collectifs pour renforcer les programmes de développement nationaux et nous permet de redéfinir les politiques, procédures et opérations de la Banque. Ce rôle est un volet important de notre travail en Égypte. Nous avons mené un large éventail d'études sur la cartographie des entreprises, sur l'utilisation des énergies renouvelables dans le secteur de l'irrigation et sur la promotion de l'emploi des femmes par l'inclusion des entreprises. Nous nous attachons à renforcer notre capacité d'analyse, à nouer des partenariats et à renforcer notre collaboration avec les universités et les groupes de réflexion.

## Se rapprocher de l'Égypte

Dans le cadre de son Modèle de développement et de prestation de services, la Banque travaille de plus en plus étroitement avec l'Égypte. Environ 89 % des projets sont gérés à partir de son bureau pays au Caire. Depuis son centre régional basé à Tunis, la Banque fournit un soutien pour les problèmes de services transversaux tels que les garanties, le climat et l'égalité des genres. À mesure que nous avançons, nous nous appuyerons sur ce cadre pour avoir le plus grand impact possible sur le développement de l'Égypte. ■



## À propos de cette publication

Depuis 2011, la Banque africaine de développement (la Banque) publie une Revue annuelle sur l'efficacité du développement qui évalue sa contribution globale aux résultats en matière de développement en Afrique. La Revue annuelle est complétée par une série de revues thématiques couvrant les activités de la Banque dans ses pays membres régionaux.

Cette Revue synthétique des résultats pays fait partie d'une série de revues sommaires qui examinent les opérations en cours dans les différents pays membres régionaux. La Banque se félicite du niveau élevé du dialogue qu'elle a pu entretenir avec les autorités du pays lors de la préparation de cette revue, une collaboration qui met en évidence la qualité du partenariat entre l'institution et le pays.

Comme d'autres Revues sur l'efficacité en matière de développement, ce rapport est destiné au grand public et vise à renforcer la transparence et la responsabilité de notre institution envers nos partenaires. Il est novateur du fait de sa concision et de l'accent mis sur les cinq grandes priorités de la Banque (High 5). C'est également un outil de gestion supplémentaire de grande envergure pour faciliter l'amélioration continue de nos opérations et de notre organisation.



GRUPE DE LA BANQUE AFRICAINE  
DE DÉVELOPPEMENT



**Groupe De La Banque Africaine De Développement**

Avenue Joseph Anoma – 01 B.P. 1387 Abidjan 01, Côte d'Ivoire

[www.afdb.org](http://www.afdb.org)

Design/layout: www.creondesign.net

